La députée Anne GENETET interroge le Gouvernement

sur le rôle de la France dans la crise entre les Etats-Unis et l'Iran

Paris, le mardi 7 janvier 2020

Anne GENETET, députée de la 11ème circonscription des Français établis hors de France et présidente du groupe d'amitié parlementaire France-Iran à l'Assemblée nationale, a interrogé l'Exécutif au cours de la séance des questions au Gouvernement du mardi 7 janvier sur le rôle que la France peut jouer dans la crise entre les Etats-Unis et l'Iran afin de contribuer à l'apaisement des tensions, au rétablissement de la stabilité dans la région et à la sauvegarde des intérêts européens.

Après avoir indiqué que la France avait été "*une des voix les plus intransigeantes lors des négociations de l'accord sur le nucléaire iranien*" puis la défenseur opiniâtre de sa lettre comme de son esprit, Anne GENETET a rappelé qu'elle a été "*la seule, par la voix du Président de la République et [celle du Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères], à avoir le courage d'oeuvrer activement pour une désescalade entre Iran et Etats-Unis*".

La députée de la plus vaste circonscription législative française (49 pays d'Asie, d'Océanie et d'Europe orientale) qui comprend notamment l'Iran, a aussi souligné les conséquences potentiellement terribles pour tous d'un conflit armé, pour les populations locales et l'équilibre régional, mais aussi pour les ressortissants français sur place et les chercheurs Fariba ADELKHAH et Roland MARCHAL détenus à Téhéran depuis juin 2019.

Texte de la question

(seul le prononcé fait foi)

"Monsieur le Président,

Ma question s'adresse au ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Monsieur le Ministre, il y a quelques jours, les Etats-Unis ont frappé un convoi en Irak, tuant entre autres le général iranien Ghassem Soleimani, un homme qui était mandaté par le guide suprême pour déstabiliser la région et qui figurait sur la liste des personnes considérées comme terroriste par l'Union européenne.

Cette opération pose la question de ce que nous pouvons faire.

Je veux d'abord rappeler que la France était une des voix les plus intransigeantes lors des négociations de l'accord sur le nucléaire iranien.

Pour autant, depuis son adoption en 2015, elle s'est toujours attachée à en défendre la lettre et l'esprit : diplomatie et dialogue au service d'une relation pacifiée avec l'Iran.

Depuis lors, faisant fi des sceptiques et des défaitistes, elle a été la seule, par la voix du Président de la République et la vôtre, à avoir le courage d'œuvrer activement pour une désescalade entre Iran et Etats-Unis;

Car enfin, la France ne serait pas la France si elle ne mettait pas tout en œuvre pour empêcher que ne soit commise la faute.

Et cette faute, nous ne la connaissons que trop bien: c'est la guerre !

Il est clair aujourd'hui que si nous n'opposons pas d'alternative à cet engrenage mortifère, les conséquences seront terribles :

- *Terribles pour nos deux chercheurs, Fariba Adelkhah et Roland Marchal, détenus depuis le mois de juin à Téhéran,*
- *Terribles pour nos ressortissants sur place.*
- *Terribles pour les populations locales*
- *Terribles pour l'équilibre de la région ;*
- *Et, plus généralement, terribles pour la sécurité du monde.*

 Monsieur le Ministre, que pouvons-nous faire pour mobiliser face à cette escalade des tensions, et s'assurer à tout le moins que le sentiment anti-américain grandissant dans la région ne s'élargisse pas à un sentiment anti-européen ?"